

Paul Leboulanger

POUR UNE EUROPE FRANCO-RUSSE

Novembre 2014

Table des matières

Introduction
I – Le petit cap de l'Asie
II – La Russie est l'Europe
III – Régénérer nos modèles
IV – L'ennemi malgré lui
V – Un pont à ériger
VI – L'Union de Giers
Épilogue

Pour une Europe franco-russe

Introduction

En 1792, chargé de la rédaction de la constitution française en tant que membre de la Convention, Anacharsis Cloots expose son projet d'unification des pays européens de l'ouest. Cette vision rolandiste (plus tard nommée girondine) des objectifs révolutionnaires aurait pu être suivie d'effets, si Cloots n'avait pas été décapité par des Jacobins trop patriotes et terrifiés à l'idée de coopérer avec des pays encore royalistes. Si l'on place de côté cette première tentative de rapprochement européen idéaliste et que l'on se concentre sur les nécessités concrètes d'une union européenne, il faudra traiter des visions érasmiennes et tolstoïennes. Dans son ouvrage « *Le Royaume des cieux est en vous* », le Russe Léon Tolstoï avance l'idée d'une unité transcendante de tous les êtres humains. Selon lui, les esprits humains ne forment en réalité qu'un seul et unique esprit, celui de Dieu. A partir de là, il est d'intérêt commun que les Hommes coopèrent dans la concorde et l'amour de leur prochain. C'est ainsi qu'ils pourront obtenir leur salut et que le Bien pourra dominer du Mal sur Terre. Il contredit dans de nombreux points la nouvelle Eglise dont la parole ne correspond plus à celle jadis professée par le Christ et ses apôtres. Il réclame entre autres la dissolution des Etats qui oppressent la grande communauté chrétienne, que ce soit par ses lois ou par ses guerres. Que l'on partage ou non cette pensée teintée de trop de religion, tout le monde s'accorde à dire – comme Sénèque – que la concorde est le plus grand des biens de l'humanité. Qui souhaiterait vivre dans un monde où le chaos et la barbarie régneraient en maîtres ? Il faut donc progresser pas à pas vers l'unification complète de notre race animale, et ne pas accélérer sans raison le mouvement. Si le malheureux Prussien Cloots avait d'abord soutenu l'unité de la République française avant de défendre son idée de « citoyenneté mondiale », il aurait sans doute vécu davantage.

Aujourd'hui, l'Europe occidentale est soudée par une série de traités internationaux qui suppriment une grande partie des barrières douanières, facilitent le libre-échange et tentent d'assurer la paix. Tout n'est pas à jeter dans ce projet, mais il est dommageable de constater que l'Union européenne est davantage une coalition économique des grandes banques décidant du destin des peuples. L'Union a soi-disant apporté la paix, et dans le cas de la France je ne pourrais la blâmer. Cependant des conflits violents se sont déroulés en Yougoslavie dans les années 1990 et se sont prolongés au Kosovo et en Macédoine. Sur le plan économique, le début de siècle nous prouve l'instabilité et les vices du modèle néolibéral. Sur un plan culturel, il est vrai que des programmes comme Erasmus ont permis aux universitaires européens de former une communauté à part, plus liée. Mais pourquoi les premières coupes budgétaires de l'Union bruxelloise se sont-elles dirigées vers ce secteur ? Il est de nos jours reconnu que Bruxelles est le centre de direction d'un nouveau pouvoir autocratique régnant sur les peuples, reliés dans un esclavage économique. Je n'ai pas rédigé cette introduction dans le but de contester les modèles que l'on nous impose à grands coups de propagande médiatique, mais simplement de dresser un bilan objectif de la situation européenne. Cela nous permettra de mieux comprendre la nécessité d'union franco-russe.

Nous seringuons par tous les moyens – par tous les médias – que l'ère de la mondialisation est arrivée. Les peuples sont reliés entre eux, leurs destins sont interdépendants. Nous pourrions nous réjouir si cette liaison n'était pas le fruit d'une perte de souveraineté totale des classes laborieuses au profit d'un ogre : les élites financières. En ce début de XXI^e siècle, les deux seuls éléments mondialisés sont les spéculateurs unis dans des multinationales qui supplantent les Etats (nous les appellerons les « néo-capitalistes ») et une chaîne du travail étalée sur plusieurs continents – comment se féliciter d'une union des peuples lorsqu'elle se réalise dans des fers communs ?

La mondialisation idéale voudrait que l'on s'érige en une *République du genre humain*. Comment y parvenir à petits pas ? Comment faire pour qu'enfin les peuples profitent pleinement de ce qu'ils souhaitent plus que tout, plus que l'accumulation de fortunes colossales, plus que le pouvoir absolu ou la gloire éternelle ? – les humains n'aspirent qu'à la vie heureuse, dans l'harmonie de la paix et avec la satisfaction de leurs besoins primaires. C'est dans ce monde, que les cyniques appellent idéal, qu'une vraie civilisation humaine mondiale pourra émerger.

Le but de cet ouvrage est de montrer qu'un continent européen dans lequel l'Ouest fait un petit pas vers l'Est peut lui-même faire un grand pas pour l'humanité et son développement.

I – Le petit cap de l'Asie

Si nous voulons du monde pacifique évoqué auparavant, nous devons avoir des continents soudés. Et si nous voulons faire de l'Europe un continent uni, nous devons nous tourner vers nos voisins de l'Est. Il faudra également cesser de les identifier comme des ennemis ; mais cela sera le sujet d'un autre chapitre.

Le poète et analyste Paul Valéry a dit de l'Europe qu'elle ne représentait que le « petit cap du continent asiatique ». Il se servait de cette remarque pertinente pour montrer notre faiblesse face à un possible rapprochement sino-russe. C'est exactement ce qui est en train d'advenir aujourd'hui, pour cause de notre attachement sans borne et sans discernement aux Etats-Unis, ainsi que notre mépris injustifié envers l'est. Une fois de plus, comme à la suite de la Première Guerre mondiale (ce dernier terme prouve qu'une mondialisation du malheur n'est profitable qu'à une poignée), l'Europe pense que le salut viendra du nationalisme jusqu'au-boutiste ou de la loyauté envers l'Oncle Sam. S'il s'avère nécessaire et positif d'entretenir des bonnes relations avec les Etats-Unis, nous devons nous demander si leurs modèles économique et diplomatique ne sont pas la mère de nombreux problèmes contemporains.

L'Europe doit ouvrir les yeux : nous sommes une péninsule divisée et affaiblie du grand continent eurasiatique. Selon les géographes actuels, l'Europe peut se limiter ainsi : l'intégralité de l'ouest – grandement influencé et uni par son Antiquité commune – et une partie seulement de l'est, acceptant Moscou et Saint-Pétersbourg, mais reniant l'autre Russie et en excluant la Turquie. Je pense qu'un grand problème se pose : l'Oural est-il la véritable frontière de l'Europe, alors qu'il ne représente même pas une frontière nationale ? Comment justifier le découpage d'un continent par une faible montagne dressée au sein d'un pays unifié ? Pourquoi ne pas décider que l'Europe s'arrête là où se situent les Alpes, excluant de ce fait la France et la péninsule ibérique ? L'Oural comme délimitation européenne est une aberration géographique qui ne prend pas en compte certains facteurs. Tout d'abord, je ne pense pas qu'il existe de continent européen, puisqu'au sens strict du terme, un continent est une bande de terre ferme entourée

d'eau et pouvant associer à elle quelques îles. Or, il se trouve que l'Europe et l'Asie ne forment qu'une seule étendue : l'Eurasie. Dans ce schéma, nous pouvons distinguer le bandeau Nord, comprenant l'Europe et la Russie, et la zone Sud, du Moyen-Orient au Japon (en prenant compte de la péninsule indienne).

Dans cette immense Eurasie, la Russie sert de balance à l'immensité du territoire chinois, indien et oriental. Il est vrai qu'au sein de cette Russie, le noyau occidental regroupe toute l'activité économique et politique. C'est sans doute ce facteur qui incite les contemporains à le placer en Europe. Peut-être que leur Europe trouve sa frontière naturelle non à l'Oural mais entre Rostov et Arkhangelsk, en passant par Nijni-Novgorod. Ce découpage est certes stupide géographiquement et politiquement, mais il intéresse davantage les partisans d'une économie russo-européenne.

Pour mieux visualiser ce petit cap que l'Europe représente, il faut déconsidérer notre point de vue européocentriste. Tout d'abord, la Russie actuelle est bien plus grande que tous les pays européens réunis. Imaginez si l'on comparait maintenant l'Europe à l'échelle du continent eurasiatique. Nous ne sommes plus un cap, mais un petit phare perdu au bord de l'Océan Atlantique. Parlons justement des mers et des océans. Une Europe qui relierait Brest à Vladivostok serait peut-être la plus puissante des terres, puisqu'elle maîtriserait les deux grands océans – Pacifique et Atlantique. Ce territoire mettrait en relation les principaux espaces maritimes régionaux : la Baltique, l'Adriatique, la Manche, la Méditerranée, la mer Noire et la mer de Norvège. Géographiquement, il faut définir l'Europe en fonction de ses eaux. Toute civilisation, et c'est encore plus vrai de nos jours, doit disposer d'un accès maritime qui entoure son espace. De plus, si la bande Nord de l'Eurasie semble cohérente politiquement, économiquement et culturellement (c'est ce que nous verrons plus tard), elle bénéficie d'une magnifique diversité naturelle : la flore, les reliefs, les climats et les mers lui permettent de s'adapter à toutes saisons. Dans l'interdépendance des besoins, nous devons créer une entité géographique commune.

II – La Russie est l'Europe

Nous avons tendance à nous demander : l'Europe comprend-elle la Russie ? Or la Russie est historiquement liée à l'Europe. Son noyau ancestral repose à Kiev, qui est actuellement séparée d'elle. La Russie médiévale s'est construite autour de ce que l'on appelle l'Ukraine. La Russie a toujours été en étroite relation avec les marchands grecs, les vikings, les Teutons, les Polonais et les Lituaniens. N'allons pas nier qu'elle ait de fortes attaches orientales, avec la Chine et l'Orient notamment. Mais ces échanges avec le sud de l'Eurasie se sont produits de la même manière que la Grèce commerçait avec la Syrie ou l'Orient. Qui de nous pourrait contester l'appartenance de la Grèce à l'Europe – d'un point de vue culturel ? Il en va de même pour la Russie qui était le royaume de l'Extrême-Orient européen. Le développement culturel sous les princes de Kiev était en constante interaction avec la Pologne, avec l'ouest ukrainien.

Vous allez me dire : il ne s'agit plus de répertorier toutes les correspondances passées pour établir des liens présents. Je suis en partie d'accord, bien que l'histoire des peuples forge leur civilisation présente – et par là les rapproche entre eux. Si nous devons parler de la Russie actuelle, et montrer qu'elle est culturellement « européenne » (dans le sens que nous avons défini et non celui des élites occidentales), nous aurions tout un tas d'arguments.

Premièrement, d'un point de vue linguistique, il en va sans dire que la Russie ne peut se détacher de ses voisins directs ou indirects : la Biélorussie, la Bulgarie, l'Ukraine, la

Bosnie, la Serbie, la Macédoine et d'autres pays que l'on associe sans difficulté à la communauté européenne. Tous ces pays utilisent le cyrillique, un alphabet qui a unifié la Russie mais aussi certains pays slaves jouxtant la mer Adriatique et entourant le berceau de notre commune civilisation, la Grèce. D'aucuns diront que cette langue est également partagée au sud de la Russie, au Kazakhstan et en Mongolie notamment. Ces pays étaient liés auparavant à l'U.R.S.S. et ont souvent, au cours de leur histoire, été des zones d'invasions de peuples nomades. Ainsi, d'un point de vue linguistique, l'Europe est selon moi l'alliance des alphabets latin et cyrillique.

D'un point de vue artistique, les différences entre l'Europe occidentale et orientale sont minimes, surtout de nos jours. Autant auparavant le déficit de communication entre les pays éloignés constituait un obstacle à la circulation des idées et des méthodes, mais aujourd'hui – avec le développement intense de réseaux – la littérature de Dostoïevski embrasse celle de Victor Hugo, et jamais deux peuples ne se sont mieux compris que le français et le russe. Les courants de pensée et les mouvements artistiques partis de l'ouest ont toujours eu des résonances à l'est, et les idées et la culture russes n'ont jamais autant touché les esprits qu'au siècle passé. Malheureusement, l'omniprésence américaine dans notre façon de pensée rejette tout mélange avec la culture russe, qui pourtant est liée à nous.

Les peuples slaves sont des peuples européens. Ils sont dispersés dans tout le continent, de Belgrade à Varsovie. Comment estimer les slaves moscovites étrangers à l'Europe, quand nous considérons leurs frères comme européens ? Les slaves, selon vous, sont asiatiques ? Cette idée ne vous effleure même pas l'esprit. Alors, considérez que la Russie slave est une Russie européenne.

Historiquement, la Russie contemporaine a vu son destin lié fortement à l'ouest. Alliée à deux reprises avec la France et la Grande-Bretagne, elle a su combattre le militarisme prussien et l'expansionnisme pangermaniste. De ces propos ne retenez aucune haine envers l'Allemagne actuelle, qui ne véhicule aucune animosité raciale, bien qu'elle s'entende avec le gouvernement français pour faire subir aux peuples européens une austérité meurtrière. Si l'U.R.S.S. a toujours été suspecte aux yeux des « démocraties occidentales », elle a toujours conservé un pouvoir de fascination. Il est bien dommage que les récentes décennies aient converti une critique d'un pouvoir dictatorial soviétique en une répugnance systématique d'une Russie nouvelle qui émerge. Nous verrons dans un autre chapitre cet idiot rejet et ce manque d'autocritique des puissances occidentales.

Les chars russes ont libéré Berlin en faisant la jonction avec les troupes alliées. Ce symbole montre que dans les périodes délicates, la nécessité d'entente prime parfois sur la morale du moment. Si cet instinct de survie n'avait existé, imaginez le monde dans lequel nous aurions vécu. « Qu'elles sont frivoles, et combien éphémères, les causes de vos déchirements ! » s'écriait Erasme de Rotterdam dans son *Plaidoyer pour la paix*. L'humaniste se demandait également pourquoi les Anglais voulaient du mal aux Français, pour leur simple nationalité, et les Français aux Allemands – pourquoi ne pas, pensait-il, comme homme vouloir du bien à un homme. La paix est nécessaire, et il est inutile de le démontrer (les ravages de la guerre n'apporteront aucun prix plus précieux que celui de la paix). Et c'est en cela que les tensions entre le bloc occidental et la Russie doivent être éteintes.

Ainsi, si vous n'êtes toujours pas convaincu que la civilisation russe est européenne, soyez au moins conscient de la nécessité de pactiser avec elle.

III – Régénérer nos modèles

Une union est toujours un échange. C'est le choix d'être solidaires et de travailler main dans la main, conscients que l'avenir est commun. Lorsque nous demandons à nos politiciens ou aux pseudo experts la raison de leur défiance envers la Russie, la réponse est toujours identique. La Russie est une autocratie, dirigée d'une main de fer par un président monarque. La Russie ne laisse aucune place à la liberté individuelle et la richesse est desservie entre quelques mains chanceuses. Les médias sont étroitement contrôlés par ce que l'on appelle « le pouvoir », c'est-à-dire le Kremlin. Les politiciens y sont corrompus, l'armée est agressive dans les régions du Caucase ou en Ukraine.

Avant d'avalier toute cette soupe indigeste et démagogique, nous pouvons commencer par un exercice intéressant : placer un miroir face à la France.

La Cinquième République façonnée par le général De Gaulle est la passation de la souveraineté du peuple vers le Président. L'Assemblée nationale ne représente plus le peuple, les partis politiques sont liés entre eux, et le Président décide seul de la politique à suivre. Etrangement, depuis la création de notre régime sacrosaint, seuls deux courants politiques se sont succédés au pouvoir : la droite néolibérale et la gauche néolibérale (ne cherchez pas de différence). Le pouvoir du Président est absolu et met en danger la division des trois pouvoirs ; faisant ainsi de la France une monarchie républicaine, où les classes néo-capitalistes sont reines.

En ce qui concerne nos libertés citoyennes, regardons comment elles sont traitées. Les outils médiatiques sont détenus par quelques grands groupes, qui eux-mêmes sont reliés entre eux. Des dynasties se créent pour la détention du pouvoir d'information du peuple ; ce monopole empêche la diversité des idées et conduit à une pensée unique (et voyez laquelle !). Si nos élections ne sont pas truquées dans les urnes, elles le sont dans l'arsenal de propagande médiatique qui précède le vote ; ce qui est encore plus dangereux pour la liberté. Oui, nous sommes loin du mythe révolutionnaire de 1789. La corruption en France a atteint un niveau incroyable, et du cercle politique ce vice s'étend à tous les domaines d'activité (immobilier, bancaire). Les récentes condamnations de ministres le prouvent, d'autant qu'il ne s'agit que de la face visible de l'iceberg. En ce qui concerne le supposé impérialisme russe, nous devons véritablement nous remettre en question. Peut-on appeler par un autre terme qu'ingérence notre déploiement militaire au Mali, en Libye ou en Centrafrique ?

Il nous faut également pousser notre réflexion sur le modèle russe. Certes, les méthodes employées en Ukraine ne peuvent satisfaire l'Union européenne – et donc la France qui s'y soumet – puisqu'elles entravent la sécurité d'un pays qui aspire à entrer dans la zone euro. Cependant la présence de forces russes n'a été que difficilement prouvée ; il s'agissait en vérité d'Ukrainiens pro-russes souhaitant intégrer la Fédération de Russie. En effet, comme nous l'avons expliqué, l'Est de l'Ukraine a toujours été le fœtus de l'empire russe et a été une province de l'U.R.S.S. jusqu'en 1991, c'est-à-dire très récemment. Condamner les aspirations de ces militants revient à dire que le Donbass ou la Crimée a été ukrainienne plus longtemps que russe, ou à remettre en question le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans le Caucase, la campagne russe a été difficile, mais nécessaire pour parachever l'unité et sécuriser enfin la zone. Condamner sans discernement cette action, c'est

comme si les Russes dénonçaient les campagnes militaires de la Convention contre la Savoie et Nice lors de la Révolution : pourtant les finalités étaient identiques.

La Russie est un très grand pays, et il est impossible d'assurer son unité sans un pouvoir centralisé et puissant. Depuis Ivan le Terrible jusqu'à Vladimir Poutine, la Russie a sans cesse recherché cette force, la déplaçant tantôt à Moscou tantôt à Saint-Pétersbourg (ou Petrograd). La Russie est une fédération, elle n'est pas une confédération. Les problèmes de corruption ou de restriction des libertés viennent davantage des oligarchies locales constituées en de véritables mafias plutôt que du pouvoir central. La liberté des Russes ne va pas à l'encontre du pouvoir politique fort du Président, mais à celui des nouveaux boyards qui tentent d'imposer leurs pattes sur les régions du pays. La République « une et indivisible » de la France peut se comparer à cette Russie, dont Nikita Mikhalkov dit : « Elle est une nation. Vaste, compliquée. Difficile à unifier. Sans la stabilité politique, elle est vouée au chaos et à l'horreur. »

Je ne veux pas utiliser ces mots pour faire l'apologie de la Russie, ni sa gloire. Je ne peux pas me permettre de dire quel modèle politique est le meilleur. Peut-être n'en existe-t-il pas. Mais je pense que la fusion d'une Russie politiquement forte et plus axée sur la question : « Comment vivre ensemble sans s'entretuer ? » et d'une France aux innombrables idéaux libertaires et égalitaires mais rongée de l'intérieur par un système politique dépassé, pourrait amener à la régénérescence de nos modèles politiques respectifs. Cela rafraîchirait notre philosophie, notre manière de concevoir le monde, l'Europe, nous-mêmes.

IV - L'ennemi malgré lui

La Russie et les Etats-Unis sont rivaux. La question est de savoir si notre attachement aux bottes de Washington ne nous conduit pas à adopter une vision manichéenne du monde. Je ne pense pas que la Russie soit l'ennemie de la France ; je pense que la France a décidé, du fait de sa liaison à l'OTAN, que la Russie serait son ennemie naturelle.

La date qui marque ce tournant est le 25 décembre 1991, lorsque Gorbatchev a annoncé sa démission puis que l'U.R.S.S. a cessé d'exister. C'était la fin du monde bipolaire. Les Etats-Unis se déclarèrent « leaders du monde libre » et plus rien ne s'opposait à leur doctrine politique et économique. A ce moment, la France tourna le dos à la jeune Russie au lieu de lui tendre la main. Qu'avait-elle à perdre à permettre à une jeune démocratie de se constituer ? Elle aurait pu marquer le rapprochement de la Russie vers l'Europe. Non, l'Europe se consolidait autour de l'axe rhénan et méprisait cet ennemi vaincu recherchant une nouvelle peau. Il fallait à tout prix montrer des gages d'amitié envers la Maison Blanche et le modèle anglo-saxon.

Selon Nikita Mikhalkov, président de l'Union des cinéastes russes, « Après la perestroïka, l'Europe s'est réjouie. Puis, elle a été saisie d'effroi : qu'est-ce que ces sauvages de Russes allaient bien pouvoir inventer, maintenant qu'ils étaient libres ?... La chère Europe panique vite. Et elle a tendance à s'illusionner sur elle-même : elle croit que vingt-sept vieillards pourront, par miracle, se métamorphoser en un seul adolescent sain et vigoureux. Elle commence juste à s'apercevoir que ça ne marche pas ainsi... ». Symbolisant ainsi l'aveuglement de l'Union européenne, peut-être en exagérant les traits, Mikhalkov veut surtout montrer le regard méfiant et distant des puissances d'Europe de l'Ouest. Les Russes se sont sentis trahis, mais bientôt ce sentiment se remplaça par d'autres élans : il faut bâtir notre pays seuls. Ils l'ont fait, combattant les

mafieux, les banquiers véreux, les excès du néolibéralisme. Et aujourd'hui, parce qu'ils ont réussi, ils deviennent nos ennemis.

La Russie souffre de notre mépris injustifié ; ce n'est pas elle qui s'est détournée de l'Europe, c'est Bruxelles qui a exclu toute possibilité d'intégration russe.

Cependant, nous ne pousserons pas l'idéologie de Mikhalkov à l'extrême, car il considère que la Russie est à elle seule un continent – l'Eurasie. Nous avons vu qu'elle était le point de liaison entre la partie européenne et la partie asiatique du continent, mais l'Eurasie va d'Edimbourg à Singapour. Ce qui est intéressant dans son point de vue est la défiance qu'ont développé malgré eux les Russes face aux démocraties occidentales européennes. Si la France s'était opposée à la Russie soviétique, elle avait su par le passé dire non aux Américains (repreons ici l'exemple de Charles de Gaulle président ou Jacques Chirac en 2003). Aujourd'hui, dire oui aux Etats-Unis revient à dire non à la Russie. C'est le principal problème qu'a posé cette période d'après Guerre Froide.

On ne peut pas jouer de double jeu ; et lorsque les Russes comprirent qu'il ne fallait rien attendre de nous, ils décidèrent de rebâtir la Grande Russie qui nous fait tant peur. Ils ont utilisé les armes et les règles du jeu de la mondialisation en cours pour redevenir puissants. A présent, nous sommes obligés de traiter avec eux d'égal à égal, car ils ont le gaz dont nous avons besoin. Ils possèdent des ressources et nous aussi ; il est triste de voir que seules les lois du marché peuvent faire s'asseoir deux diplomates russe et français à une table commune. Voici ce que le gouvernement russe des années 2000 et 2010 a apporté à son peuple : la dignité.

Les cartes sont rebattues, mais chacun peut agir pour le rapprochement. A nous de leur tendre une main sincère pour transformer cette dignité vengeresse en une amitié équitable.

Tout d'abord, il faut cesser d'accorder du crédit aux médias qui diabolisent la Russie et rendent les Français hostiles par principe – oui, disons par opinion forcée – à tout ce qui a trait à la Russie. La France était habituée à voir la Russie comme une dangereuse puissance depuis 1917, et tous nos médias critiquaient à cœur-joie ce nouveau pays, cette preuve vivante, selon eux, que la Révolution et le partage des richesses apportaient des misères incommensurables au peuple. Le fait est que l'égalité, quel que soit le régime politique, ne peut trouver son expression lorsqu'une poignée de décideurs cherchent à nier la justice, à renforcer le sentiment patriotique, à stigmatiser des minorités. La presse et la radio françaises ont donc remis en cause les fondements de l'idéologie marxiste en s'appuyant sur la réalité soviétique. Outre la grande erreur que constitue cette propagande – sans doute volontaire – ces journalistes à la solde du libéralisme sauvage ont dessiné un portrait sombre de tout l'Est européen. Est-ce ainsi par ce réflexe absurde qu'aujourd'hui encore nos médias s'exercent à noircir l'image de Moscou ?

De nombreux quotidiens ou hebdomadaires s'amuse à présenter le président russe Vladimir Poutine comme « l'ennemi numéro 1 ». Mais l'ennemi de qui, au juste ? En quoi le chef du Kremlin nuit aux intérêts des peuples français ou anglais ? Contrairement aux grandes firmes américaines comme MacDonald ou Amazon, il n'a pas mis au chômage des milliers de Français restaurateurs ou libraires. Sa politique étrangère ou économique n'a jamais mis en péril ni notre sécurité, ni notre liberté, ni notre système. Si le terrorisme est présent dans les capitales ouest-européennes, ce n'est pas de la faute de la Russie, mais des actions d'ingérence de l'OTAN dans des pays aspirant à l'autonomie. Si aujourd'hui la France est terrorisée par l'Islam, c'est parce qu'elle a donné des arguments aux fanatiques de conduire leurs semblables vers la « guerre

sainte ». Ainsi le gouvernement russe peut être l'ennemi du gouvernement français, peut être l'ennemi de l'oligarchie médiatique qui musèle la diversité des opinions, mais en aucun cas le peuple russe n'est l'ennemi du peuple français, en aucun cas le système politique russe empiète sur les choix politiques français.

Nous qui souhaitons tant voir balayées nos élites politiques et médiatiques, il faut nous réjouir lorsque ces dernières rencontrent un ennemi tenace. Si elles nous présentent un projet de civilisation aussi ambitieux que celui de la Russie comme le début du déclin de notre culture occidentale actuelle, nous n'avons qu'à nous satisfaire. Nos élites ont peur. Ceux qui dirigent le monde occidental depuis le siècle des siècles se sentent enfoncés dans les ténèbres, présagent la fin de leur pouvoir. Nous qui crions « médias poubelle » et « politiciens tous corrompus » devons revoir notre orgueil national à la baisse lorsqu'une force extérieure peut nous aider à vaincre ceux qui nous maintiennent dans un esclavage spirituel et matériel ; le façonnement d'une opinion publique normalisée et la dépendance économique des néoprolétaires envers les spéculateurs déraisonnés. Car un rapprochement avec celui qui n'est un ennemi que malgré lui peut amener dans son sillage la remise en question des démocraties « à l'occidentale », c'est-à-dire au transfert d'une souveraineté populaire directe vers l'établissement d'une ploutocratie arrogante.

V – Un pont à ériger

En découvrant le titre de ce traité, tout lecteur doit s'insurger. L'Europe franco-russe, est-ce la volonté de voir deux demi-puissances n'en former qu'une, pour imposer leur joug sur le reste du continent ? Nullement. Il s'agit d'une formulation provocante qui évacue d'emblée l'idée d'Union européenne. L'idée est davantage d'établir une connexion solide entre Brest et Béring, pour rééquilibrer les forces politiques et économiques du continent longiligne. Un axe franco-russe ne pourrait plus être ignoré par ceux qui imposent aujourd'hui leurs lois à notre peuple.

Les stupides sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie par des industriels cartellisés n'ont rien d'un militantisme humaniste, comme ils le prétendent. Les lois de Bruxelles et de Berlin ont peut-être un avenir belge, luxembourgeois ou allemand, mais elles ne concernent plus le destin de la France. L'austérité relayée par le gouvernement de Manuel Valls et imposée de manière tout à fait ignoble à la société a déjà prouvé son inefficacité et a d'ores et déjà asservi l'homme à la finance. Ceux qui pensaient que l'Union émanciperait les peuples et les rapprocherait ne se font plus d'illusion ; la doctrine néolibérale est le moteur idéologique de l'UE, l'incapacité à maîtriser les flux migratoires et, par la même cause, l'impuissance face à la montée des nationalismes extrémistes. Cette Union économique a ruiné la France, mais a également endetté de nombreux pays. Bruxelles veut imposer des sanctions à la France qui ne respecte pas les règles qu'elle lui a fixées ; mais quelles règles ? Qui n'a pas fait son travail ? Le peuple paye, le peuple travaille ; est-ce parce qu'il a été contraint à élire parmi un paquet d'hommes d'affaires celui qui sera son président qu'il doit continuer à endurer les sacrifices, et les sanctions si les sacrifices n'ont pas été assez durs ?

L'axe franco-russe redonnera la parole à deux peuples ignorés et méprisés. L'axe franco-russe sera un véritable défi pour les puissants. Encerclés par deux des plus grandes puissances militaires mondiales, deux des populations les plus nombreuses du continent, par deux forces échappant au diktat des banques, les puissances nordiques et centrales devraient repenser leur système. Il ne s'agit pas de faire naître dans cette union une hostilité envers les autres pays ; mais de faire que cette liaison amène des

changements politiques inévitables. Un pacte entre deux nations peut représenter une révolution en soi.

Mais parlons plus concrètement du pont à ériger. Une convergence politique ne peut être réalisée en deux jours, sous le simple prétexte d'amitié. La France et la Russie doivent commencer par entretenir de bonnes et fréquentes relations diplomatiques. Avoir des dirigeants qui communiquent – ils peuvent ne pas s'entendre sur certains points – est le début de la réconciliation. La renaissance de notre amitié doit s'effectuer sous deux angles : la fin de la guerre médiatique et idéologique entre nos deux nations (et pour cela, il faudra un véritable changement dans les mentalités des éditorialistes) et le début d'un rapprochement culturel (l'échange des cultures et l'infusion dans la société d'une curiosité et d'un goût pour ce qui vient de l'Est). Le programme Erasmus dont nous parlions en ouverture pourrait tenir lieu de modèle à un nouvel échange, franco-russe, qui relierait les universités parisiennes et moscovites, qui faciliterait les échanges de savoirs entre les étudiants mais aussi entre les chercheurs. L'intérêt populaire naîtrait ensuite par lui-même, car il suffit d'ouvrir une fenêtre de son esprit à la grande culture russe pour vouloir créer des courants d'air en France. Par exemple, l'enseignement qui amène au baccalauréat ne permet que de découvrir le nombril de la France ou les influences artificielles créées par un lobby anglophile.

Aujourd'hui, il suffirait de cesser cette propagande anti-russe pour comprendre l'idiotie des actions gouvernementales. Il n'est nul besoin de mettre la Russie sur un piédestal par tous les médias possibles, il suffit d'endiguer nos critiques. De nos jours la propagande médiatique accompagne la propagande culturelle. Nous avons été passionnés tout jeunes par le royaume de Shakespeare, c'est pourquoi nous considérons les Jeux Olympiques de Londres comme une fabuleuse fête mondiale du sport. Nous avons été montés contre le terrible Poutine dès gamins, c'est pourquoi nous jugeons les Jeux Olympiques d'Hiver de Grozny comme la pire glorification d'une froide dictature. Lorsque la pensée façonnée ne connaît pas de contre-pensée, elle n'a plus de raison. Lorsque nous aurons établi ce pont culturel entre Paris et Moscou, ce monde prédi par Orwell pourra enfin connaître le débat.

VI – L'Union de Giers

Dans ce chapitre, nous tenterons de définir les contours du projet d'Europe franco-russe. La définition de cette alliance réside dans deux éléments clé : la fin de Bruxelles et la création d'une nouvelle force politique : l'Union de Giers. Si nous appelons cette Europe idéale une Europe franco-russe, n'y voyons pas l'exclusion des autres nations mais plutôt une nouvelle orientation politique et un nouveau champ d'intégration, davantage en faveur des peuples.

Commençons par balayer l'Union Européenne qui tomberait d'elle-même grâce à cette alliance. L'UE n'est rien si seule l'Allemagne la dirige. En 1870 le chancelier Bismark avait isolé diplomatiquement la France, comme nous le faisons actuellement avec la Russie. Mais si nous tendons la main aux Russes, comme ils nous l'ont tendue en 1890 pour sortir de notre isolement, alors l'Allemagne ne pourra automatiquement plus décider seule de notre destin européen. Au début du mandat de François Hollande, nous aurions pu croire à un axe Sud regroupant l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce contre les lois des pays du Nord. Mais il n'en fut rien, et Hollande se rangea dans le camp des puissants. Si la France délaisse l'UE, ou si elle permet à la Russie d'être entendue en Occident, alors l'Allemagne sentirait le vacillement de son hégémonie et n'aurait plus intérêt à défendre l'idée d'UE. Peut-être qu'elle-même suivrait l'exemple de la France.

Une Europe où l'Est et l'Ouest s'entendent, c'est un continent tourné vers l'avenir. Il faut savoir ce que nous voulons : être libres et avoir du travail ou subir les lois de la mondialisation, agrippés aux pieds de l'Oncle Sam ?

Je propose une nouvelle union, qui porterait le nom d'Union de Giers. Ceci fait référence à l'homme qui a permis l'alliance franco-russe en 1891. Ce nom évoque l'alliance face à l'impérialisme allemand, le début d'un réveil qui empêcha le Reich de garder indéfiniment Paris dans sa poche. Ce terme rappelle les échanges entre Sadi Carnot et les dirigeants russes, l'amitié de deux peuples aux régimes très différents. Les Russes avaient encore un tsar et chantaient pourtant la Marseillaise. Les Français ont soutenu la politique russe dans les Balkans – comme nous devons soutenir leur politique en Ukraine. Les Russes ont soutenu les Français en Alsace-Lorraine – comme ils peuvent nous soutenir aujourd'hui face à la tyrannie de la BCE.

Le point important de cette Union de Giers est l'ouverture sur tous les pays qui souhaitent construire une nouvelle Europe. Il s'agit d'une alternative. Que je dise « franco-russe » ou « européen », cela a la même valeur : je rappelle simplement quels seront les deux pays par lesquels partira cette nouvelle vague politique d'unification. Il s'agira dans un premier temps d'une coopération diplomatique et politique. Ensuite, nous devons resserrer nos liens commerciaux et militaires, sans pour autant empiéter sur la liberté de nos peuples respectifs. Ce nouvel horizon enchantera davantage les peuples italien, grec ou irlandais que le spectre de l'UE. L'Union de Giers présentera cette particularité : la Russie et l'Est seront intégrés ; ils formeront le pilier droit du bâtiment européen. L'UE, de par son rejet de la Russie, est anachronique.

Epilogue

Alors que je rédigeais ce traité, le 16 novembre, j'ai appris que le président russe quittait précipitamment le sommet du G20 (le concile qui organise la politique mondiale), après avoir subi une pluie de critiques. Toutes les puissances occidentales ont pris part à cette lapidation verbale ; les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Australie. Barack Obama s'est opposé à « l'agression russe contre l'Ukraine qui représente une menace pour le monde ». Pour le monde ! L'effet de rhétorique consistant à placer son auditoire de son côté est bien connu, mais comment faire croire que les actions militaires autour de la zone minière du Donbass sont autre chose qu'un enjeu économique entre l'UE, l'Ukraine et la Russie ? Monsieur Obama est certainement un grand défenseur des minorités ukrainiennes de la région, mais sa parole ne convaincra jamais le « monde » que cette guérilla le concerne. Les Etats-Unis s'étaient dressés en défenseurs des peuples tchéchènes, jusqu'à faire volte-face récemment, après les attentats du marathon de Boston.

Le président russe avait, pour sa part, déclaré que les rencontres et les discussions s'avéraient utiles. Accueilli à Brisbane par un isolement distant et des critiques de couloir, il n'a pas pu dialoguer. Nous qui déclarons que nos « relations » avec la Russie sont froides devrions nous demander si elles existent vraiment, et sinon, pourquoi. Le président-monarque François Hollande, qui a réussi à perdre sa popularité un mois après son élection, devait livrer des navires à la Russie, comme l'Etat français s'était engagé sous contrat à le faire. En 2011, la Russie avait payé 1,2 milliard d'euros à la France pour l'achat des navires, devant être livrés en novembre. Or, à l'heure où je vous parle, ces Mistral ne sont toujours pas livrés. M. Hollande fait passer la France pour un Etat voyou, et décrédibilise nos promesses futures. Lorsque les agences de notations nous dévaluent, lorsque Bruxelles nous menace par ses sanctions (S'unir pour se

sanctionner mutuellement ! Comment voulez-vous que les peuples soutiennent ce projet?), ou lorsque les Etats-Unis condamnent notre politique étrangère, nous nous courbons en deux temps trois mouvements. Nous sommes en droit de nous demander : est-ce parce que la Russie est l'ennemi de nos élites que nous devons les traiter comme des moins que rien ?

Je suis persuadé que nos deux pays sont ceux qui joueront les rôles les plus décisifs de ce nouveau siècle. La question est de savoir s'il s'agira d'un affrontement ou d'un combat commun.